

# État d'urgence sanitaire et État de guerre contre le mouvement social

La Campagne BDS France Montpellier est depuis des années largement impliquée dans les mouvements sociaux de ces dernières années, de façon plus soutenue depuis le mouvement des Gilets Jaunes (Novembre 2018) et plus récemment le mouvement pour le climat. Suivant en celà les recommandations maintes fois affirmées du Comité National BDS Palestinien et en particulier d'Omar Barghouti qui en 2016 déclarait : *« Il est très important de créer des coalitions intersectionnelles avec des groupes de Noirs, de Latinos, de femmes et tant de groupes opprimés dans le monde ou ceux qui luttent pour toutes formes de justice. Il nous faut voir BDS pour les Palestiniens comme partie intégrante de cette communauté mondiale luttant pour la justice et pour une paix véritable basée sur l'égalité des droits, sur la liberté et la dignité de tous. »* On ne peut pas d'un côté demander au mouvement social l'inclusion de la solidarité avec le peuple Palestinien et de l'autre tenir le mouvement de solidarité à la Palestine à l'extérieur de ce même mouvement social. Ainsi le matin du samedi 16 mai, certain.e.s d'entre nous participaient à une action antipub d'Extinction Rébellion.

C'est la raison pour laquelle la Campagne BDS France Montpellier a décidé d'être présente, place de la Comédie ce samedi, premier samedi du déconfinement malgré l'interdiction de la manifestation appelée par tout un courant du mouvement social montpelliérain. Nous voulions montrer à ce gouvernement que nous n'étions pas dupes et que nous refusions l'instrumentalisation de la crise sanitaire au profit d'un « état d'urgence – arme de guerre ». « Arme de guerre » contre toute contestation de la politique gouvernementale (et la désignation des habituels boucs émissaires), contestation du

système néo-libéral aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international (Palestine bien sûr mais également Afrique et Mali en particulier).

## **L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE POUR LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT SOCIAL**

La répression et les tentatives d'interdire l'expression de BDS France Montpellier place de la Comédie datent de 2015. Après un an de répit en 2019, obtenu grâce au soutien des Gilets jaunes en 2019, dès 2020 la répression s'est affirmée plus violente jusqu'à la confiscation du chapiteau et des tables du comité et l'usage de tirs de canon à eau contre les militant.e.s BDS avant les problèmes du virus.

Samedi 16 mai, respectant les consignes sanitaires : 10 membres de BDS France Montpellier se sont placé.e.s à l'endroit habituel de la sortie du parking place de la comédie. Masqué.e.s, à plus de 1m de distance, trois d'un côté et 5 de l'autre (voir photos) et deux autres qui filmaient.





En moins de demie-heure police nationale et gendarmerie dont on aperçoit les fourgons bleus (sous les arbres) détachaient une dizaine de policiers sans doute de la police judiciaire qui dressaient des PV (catégorie A) à 6 militant.e.s au motif que les manifestations étaient interdites par ordre du préfet.



Nous avons expliqué que nous étions dix, que les rassemblements de plus de dix étaient interdits et pas ceux de 10, que nous portions tous.tes des masques et que nous étions à distance les un.e.s des autres... mais rien n'y a fait.



On voit ici « l'espace BDS initial » quadrillé par les policiers qui continuent d'interroger certain.e.s militant.e.s

BDS après avoir confisqué les pancartes et 3 drapeaux palestiniens (!). Au fond devant le théâtre : les manifestant.e.s regroupé.e.s malgré l'interdiction de manifester.

Après confiscation du matériel les membres de BDS Montpellier sont resté.e.s sur place avec tee shirts... la police nationale et la gendarmerie sont allés « s'occuper » des manifestant.e.s et appliquer « leurs gestes barrières »...



Une jeune femme a été violemment frappée avec un bouclier et gît au sol, sans connaissance, la tête ensanglantée...



Plusieurs arrestations également, dont ces deux-ci ...

